

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS CADETS DE GASCOGNE

345 ROUTE DE MONT DE MARSAN
40090 Saint-Martin-D'oney

Références : -
Code AIOT : 0100301448

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement SAS CADETS DE GASCOGNE implanté 345 ROUTE DE MONT DE MARSAN 40090 Saint-Martin-d'Oney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CADETS DE GASCOGNE
- 345 ROUTE DE MONT DE MARSAN 40090 Saint-Martin-d'Oney
- Code AIOT : 0100301448
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SAS Cadets de Gascogne, implantée au 345 route de Mont-de-Marsan à Saint-Martin-d'Oney (40), exerce une activité de fabrication de spiritueux. Son activité consiste principalement en la rectification, la maturation et l'assemblage d'eaux-de-vie, destinées à l'élaboration et à la commercialisation de spiritueux de type Armagnac et produits dérivés. Ces activités sont susceptibles de relever du champ de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative – Classement des activités ICPE | Code de l'environnement du 17/10/2025, article Annexe à l'article R. 511-9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constatations effectuées lors de l'inspection, il apparaît que la société Cadets de Gascogne exerçant une activité de production et de stockage d'alcools ne relève pas de la réglementation des installations classées compte tenu du niveau d'activité exercé. Aucune disposition réglementaire relative aux installations classées pour la protection de l'environnement n'est donc opposable à ce titre à cette société au vu du niveau d'activité exercé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Classement des activités ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/10/2025, article Annexe à l'article R. 511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités ICPE |
| Prescription contrôlée : Rubrique 2250.3 - Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur est supérieure à 0,5 hl/j et inférieure ou égale à 30 hl/j. Nota. : Pour les installations de distillation discontinue, le seuil, prévu aux points 2 et 3 ci-dessus, de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics. <i>Déclaration</i> Rubrique 4755.2 - Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. Lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 %, la quantité susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 50 m ³ . <i>Déclaration avec Contrôle périodique</i> |

1510. Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 1.5 Substances Combustibles

« Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³.

Déclaration avec Contrôle périodique

Constats :

L'inspection des installations classées a procédé à un inventaire des niveaux d'activité de l'établissement au regard des rubriques 2250, 4755 et 1510 de la nomenclature ICPE.

Concernant la rubrique 2250 (distillation d'alcool de bouche), il ressort, l'exploitant ne procède pas à une production de spiritueux par distillation. Les alcools de bouche utilisés pour la fabrication des produits finis sont achetés auprès de distilleries ou d'entreprises assurant le vieillissement de spiritueux. L'activité du site se concentre des opérations d'assemblage, de macération et de conditionnement de produits alcooliques.

Au titre de la rubrique 4755 (stockage de liquides inflammables - spiritueux), les produits alcooliques présents sur site correspondent uniquement à des encours de production, conditionnés en cuves inox ou en conditionnements mobiles, pour des volumes totaux estimés à environ 4 m³, très inférieurs aux seuils déclaratifs de la rubrique.

S'agissant enfin de la rubrique 1510 (entrepôts - stockage de matières ou produits combustibles), l'activité de commerce de gros de boissons alcooliques exercée sur le site ne nécessite pas un classement au titre de cette rubrique.

En conclusion, au vu des activités constatées et des volumes présents sur site, l'établissement ne relève d'aucune rubrique soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le niveau d'activité étant inférieur aux seuils d'assujettissement.

Type de suites proposées : Sans suite